

**Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Patrimoine municipal et
sobriété énergétique**

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Tasnine AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absents / Excusés :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

**Gestion immobilière du parc locatif relevant du domaine public et privé -
Convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville de
Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation
de signature**

Madame Agnès SAURAT, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier dispose d'un patrimoine immobilier vaste et diversifié, acquis pour les besoins des différentes politiques publiques ou dans le cadre des opérations d'aménagement menées par la Collectivité. Une partie de ce patrimoine appartenant au domaine public ou au domaine privé de la collectivité fait l'objet d'une gestion locative qui peut être transitoire, ou de plus long terme, et qui permet de valoriser les biens de la collectivité. Cette gestion locative est effectuée en partie dans le cadre d'un mandat de gestion sous forme de marché à bons de commandes. Ce dernier arrivant prochainement à échéance, il est nécessaire de le renouveler.

Montpellier Méditerranée Métropole dispose également d'un patrimoine faisant l'objet d'une gestion locative dans un objectif de valorisation. Dans un souci d'économie et de rationalisation, il apparaît pertinent, à l'occasion du renouvellement du mandat de gestion, de conclure un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, pour la gestion immobilière du parc locatif relevant du domaine public et privé des deux collectivités.

La vocation de ce contrat est de répondre aux contrats de location de premier niveau. La Ville de Montpellier est désignée coordonnatrice du groupement et à ce titre est chargée de l'ensemble de la procédure de passation, y compris la signature et la notification du marché à venir. Chaque membre du groupement s'assurera de la bonne exécution du marché pour ce qui le concerne.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, pour la gestion immobilière du parc locatif relevant du domaine public et privé des deux collectivités ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- conv groupement commande.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-269655-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.



**Convention de groupement de commandes
publiques entre la Ville de Montpellier et
Montpellier Méditerranée Métropole ayant
pour coordonnateur la Ville de Montpellier**

**GESTION IMMOBILIERE DU PARC
LOCATIF RELEVANT DU DOMAINE
PUBLIC ET PRIVE**

ENTRE :

La Ville de Montpellier, représentée par Mme Agnès SAURAT, agissant en vertu de la délibération n° du Conseil Municipal du

Et :

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son représentant M. Jean-François AUDRIN, agissant en vertu de la décision de Montpellier Méditerranée Métropole
n° en date du

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

Préambule:

Dans un objectif de coordination et de groupement des achats, afin d'aboutir à des économies d'échelle et de rationaliser les achats et la dépense publique, ainsi que dans le cadre de la coopérative de services, il a été décidé d'avoir recours à la mutualisation des procédures de mise en concurrence par le biais de la présente convention constitutive de groupement de commandes.

Ces objectifs se traduisent par la mise en place d'un groupement de commandes dans le cadre de la passation d'un marché relatif à : « la gestion immobilière du parc locatif relevant du domaine public et privé des deux collectivités » conformément aux dispositions qui suivent.

Article I. Objet de la convention

La présente convention a pour objet la constitution d'un groupement de commandes, en application des articles L. 2113-6, L. 2113-7 et L. 2113-8 du code de la commande publique du 1^{er} avril 2019, en vue de la passation d'un marché relatif à la : « gestion immobilière du parc locatif relevant du domaine public et privé des deux collectivités » au terme de la procédure commune de passation et d'attribution lancée pour le compte des membres du groupement.

La présente convention organise la définition des modalités de fonctionnement du groupement de commandes ainsi constitué et désigne le coordonnateur.

Avant l'envoi des Avis d'Appel Public à la Concurrence, chaque partie à la convention de groupement de commandes aura 15 jours pour confirmer ses besoins précis.

Article II. Définitions des besoins et engagement des membres

Sous réserve des dispositions de l'article 3.4 de la présente convention, une fois la procédure de passation lancée, chaque membre du groupement s'engage à exécuter avec le candidat retenu, à hauteur de ses besoins propres, le marché résultant du présent groupement.

Article III. Fonctionnement du groupement

Article 3.1 - Désignation et mission du coordonnateur du groupement

La Ville de Montpellier est désignée par l'ensemble des membres du groupement en qualité de coordonnateur du groupement.

Le coordonnateur sera chargé à ce titre de procéder à l'ensemble de la procédure de mise en concurrence dans le respect des dispositions réglementaires relatives aux marchés publics et de désigner l'attributaire du marché.

Plus précisément, la Ville de Montpellier, en tant que coordonnateur, est chargée des missions suivantes :

- Choisir la procédure et le mode de la consultation conformément au droit des Marchés Publics.

Lors de la procédure de passation et d'attribution :

- Préparer la procédure de passation et élaborer les documents de la consultation et les documents contractuels (élaboration de l'avis d'appel public à la concurrence, règlement de consultation, acte d'engagement, cahier des charges administratives et techniques, pièces financières, etc.).
- Procéder aux formalités de publicité et de procédure (publication de l'avis d'appel public à la concurrence, mise à disposition ou envoi aux entreprises des documents de la consultation, réception et analyse des candidatures et des offres, demande de compléments, négociations le cas échéant, envoi des lettres de « plaisir » et de « regret », élaboration du rapport de présentation, transmission à la préfecture, demande des attestations fiscales et sociales au candidat retenu...) conformément aux besoins strictement définis par chacun des membres.
- Représenter les membres du groupement en justice pour tout litige relatif à la passation des marchés

Après l'attribution du marché :

- Signer les marchés, les notifier au nom de l'ensemble du

groupement. Au stade de l'exécution du marché :

- Gérer la mise en œuvre des clauses d'ajustement et de révision des prix.
- Réaliser les avenants.
- Contrôler selon la périodicité prévue par les textes la régularité de la situation sociale, fiscale et au regard du droit du travail des titulaires des marchés, par la réunion de l'ensemble des attestations requises.
- Centraliser les reconductions ainsi que la résiliation le cas échéant.

Au titre de l'information :

- Centraliser les informations transmises par les membres du groupement sur les marchés (problèmes d'exécution, de litiges, de contentieux...).

- Transmettre aux membres du groupement les documents nécessaires à l'exécution du marché pour leurs besoins propres (et notamment une copie du marché avec la preuve de sa notification).

Article 3.2 - Obligations des membres du groupement

Les obligations des membres du groupement sont les suivantes :

- En amont de la procédure de passation du marché, d'adopter par délibération (ou par décision) la présente convention et ses éventuelles modifications, de communiquer au coordonnateur tous les documents utiles et en particulier les délibérations (ou les décisions) de l'assemblée délibérante se rapportant à l'objet de la convention, et ceux permettant d'apprécier ses besoins propres en vue de la rédaction du dossier de consultation des entreprises.
- S'engager à signaler au coordonnateur tout problème survenant dans l'exécution des marchés, et à lui communiquer toute information ou pièce relative aux litiges et contentieux formés au titre de l'exécution des marchés.
- Exécuter matériellement le contrat (émission des bons de commande le cas échéant, réception, livraison...) ;
- Exécuter financièrement le contrat en procédant au règlement des factures et autres dépenses à hauteur de leurs propres besoins.
- Gérer tout litige ou contentieux avec le titulaire du marché pour leurs propres besoins.

Article 3.3 - Adhésion et retrait du groupement

Chaque membre adhère au groupement de commandes par la signature de la présente convention, en y étant dûment habilité par délibération de son instance délibérante ou décision. Une copie de la délibération ou de la décision est notifiée au coordonnateur du groupement de commandes.

Sous réserve du respect des engagements pris et des commandes émises dans le cadre des marchés ou accords-cadres en cours, chaque membre du groupement conserve la faculté de se retirer du groupement avant la publication de l'Avis d'appel Public à la Concurrence (AAPC), sur un simple courrier signé par le représentant de ce membre..

Si le retrait intervient en cours de passation ou d'exécution du marché ou de l'accord-cadre, il ne prend effet qu'à la fin de la période d'exécution dudit contrat.

L'adhésion d'un nouveau membre au groupement de commandes est possible sous réserve d'une délibération / décision de chacun des membres initiaux et un acte (décision / délibération) du nouveau membre en ce sens. Toutefois, au regard de l'obligation de définir précisément la nature et l'étendue des besoins préalablement à la passation du marché ou de l'accord cadre, l'adhésion d'un nouveau membre ne peut être réalisée qu'à l'occasion de la passation d'un nouveau marché par le groupement, et non pour les marchés qui seraient éventuellement en cours de passation ou d'exécution.

Pour Montpellier Méditerranée Métropole,	Pour la Ville de Montpellier,
Jean- François	Agnès SAURAT